

## Jacob de Witt (1785-1859)

Louis Richard

Volume 3, numéro 4, mars 1950

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/801596ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/801596ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

### ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Richard, L. (1950). Jacob de Witt (1785-1859). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 3(4), 537–555. <https://doi.org/10.7202/801596ar>

## JACOB DE WITT

(1785-1859)

Jacob De Witt, marchand de fer de Montréal, président de la Banque du Peuple et membre de l'Assemblée Législative, naquit aux États-Unis, à Windham, dans l'État du Connecticut, le 17 septembre 1785, du mariage de Henry De Witt et Hannah Dean,<sup>1</sup> lesquels vinrent se fixer au Canada au début du dix-neuvième siècle. Cette famille était d'origine hollandaise. Le premier de ce nom en Amérique fut Tjerck Claessen De Witt,<sup>2</sup> parent éloigné de Jean De Witt, grand pensionnaire de Hollande, et de son frère Corneille, hommes d'État massacrés par le peuple hollandais en 1672. Tjerck Claessen De Witt, arrivé de Hollande vers 1650, fut un des pionniers de la colonie néerlandaise de New-Amsterdam, laquelle devint plus tard la ville de New-York, et qui était alors administrée par Peter Stuyvesant, gouverneur. Ce premier colon épousa Barbara Andriessen, en 1656, à l'église hollandaise réformée de New-Amsterdam, et quelques années plus tard s'établit au bourg naissant de Kingston,<sup>3</sup> sur la rive droite de la rivière Hudson, à 90 milles environ de son embouchure. Plusieurs générations issues de cet ancêtre De Witt ont joué un rôle important dans les affaires publiques et commerciales de cette localité et du comté environnant d'Ulster; et sa postérité s'est ensuite répandue dans plusieurs États de l'union américaine. Un de ses descendants de la quatrième génération, Henry De Witt, époux de Maria Ten Brock, et père de six enfants, fut trésorier du comté et greffier de la ville de Kingston, et un des citoyens les plus éminents de l'endroit, quoiqu'il mourût assez jeune, à Kingston, en 1753. C'était un homme de grand talent et de force de caractère peu commune, et il fut le grand-père de Jacob De Witt, notre banquier et député canadien. C'est sans doute de lui que

---

1. Registrar of Vital Statistics, Town of Windham, Willimantic, Connecticut, États-Unis.

2. Thomas Grier Evans, "The De Witt Family of Ulster County, New York", *The New York Genealogical and Biographical Record*, 17 (1887): 251 etc., et 18 (1887): 13 etc.

3. *Ibid.*

ce dernier hérita une grande partie de son talent pour les affaires et le commerce.

Un des six enfants devenus orphelins de cet homme notable fut Henry De Witt, né à Kingston, le 9 septembre 1750. Ce dernier quitta la vallée de l'Hudson en 1770 pour s'établir à Windham, dans l'État du Connecticut. En 1772 il épousait Hannah Dean, née le 18 mars 1754, fille de Jabez Dean, riche marchand de la ville voisine de Norwich, Connecticut, et de son épouse Jedidah Allen.<sup>4</sup> Douze enfants naquirent à Windham de l'union de Henry De Witt et Hannah Dean,<sup>5</sup> et dix d'entre eux survivaient, dont Jacob, le septième, lorsque vers 1800, Henry De Witt, marchand de son état, décida d'émigrer au Canada avec sa famille. On ne peut préciser exactement la date de leur arrivée au pays. Le 13 mai 1798, leur dernier enfant, une fille nommée Martha, est née à Windham. Par contre, on signale au greffe du notaire Louis Chaboillez, à Montréal, en date du 1<sup>er</sup> septembre 1802, un bail d'Etienne Demers, de la Prairie de la Magdeleine, à Jabez De Witt, l'aîné des fils de Henry De Witt. C'est donc entre 1798 et 1802 que la famille De Witt vint se fixer au Canada. Les De Witt s'établirent à Montréal et furent suivis de George Moses Northrop, marié à Nabby De Witt, une des filles de Henry De Witt et Hannah Dean. L'aînée des filles, Nancy De Witt, mariée à Cyrus Brewster, marchand de Windham, fut la seule enfant de cette famille De Witt à demeurer aux États-Unis. Henry De Witt fonda à Montréal un commerce de chapellerie, en société avec son fils aîné Jabez Dean De Witt, prénommé du nom de son grand-père, et son gendre George Moses Northrop y fut aussi intéressé.

A peine âgé de 17 ans lors de l'arrivée de la famille en Canada, Jacob De Witt apprit dans le commerce de son père les premières notions des affaires et de la finance, mais il ne tarda pas à développer ses talents pour son propre compte. Il s'intéressa au commerce de la feronnerie et, lorsque la guerre de 1812 éclata, plusieurs transactions particulièrement heureuses lui permirent d'acquérir les éléments d'une fortune qu'il devait faire fructifier considérablement par la suite. Le 9 novembre 1814, il signe devant maître Joseph Désautels, notaire à Montréal, un acte de société avec George Busby Willard, pour faire

---

4. *Ibid.*

5. Registrar of Vital Statistics, Town of Windham, Willimantic, Connecticut, États-Unis.

le commerce de la ferronnerie, pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> juin 1814, sous le nom de Geo. Willard & Co., les associés devant partager les bénéfices également. Peu d'années après, il est établi à son propre compte et fait affaires au numéro 62 de la rue Saint-Paul sous le nom de Jacob De Witt & Cie. Il associe son neveu Benjamin Brewster à son entreprise. Celui-ci, né le 22 décembre 1799 à Middlebury, Vermont, était le fils de Nancy De Witt,<sup>6</sup> mariée à Cyrus Brewster, déjà mentionnés. Ce commerce de ferronnerie prospéra rapidement, et Jacob De Witt, qui le dirigeait, ne tarda pas à être mêlé, en raison de son état de fortune et de son influence croissante, aux activités sociales de Montréal.

Il fut un des souscripteurs à la fondation de l'Hôpital Général de Montréal, en 1821, et fut ensuite un des directeurs de cette institution pendant nombre d'années. Il devint directeur de la Société Biblique de Montréal et, en 1828, fut nommé directeur de la Maison d'Industrie. Le 12 janvier 1816, en l'église anglicane de Dunham, dans les Cantons de l'Est du Bas-Canada, il épousait Sophronia Frary, de Sutton, fille de Asa Frary et de Polly Stowe, originaires de la ville de Hudson, dans l'État de New-York. La cérémonie nuptiale fut célébrée par le révérend C. C. Cotton, ministre anglican de Dunham. La famille De Witt était de religion protestante réformée et appartenait, depuis son arrivée à Montréal, à l'église presbytérienne écossaise de la rue Saint-Gabriel. A la suite de certaines divergences d'opinions au sujet de la conduite de ses affaires, un groupe de fidèles de cette église s'en détachèrent, vers la fin de l'année 1822, pour former une nouvelle congrégation. Jacob De Witt présida une réunion tenue dans ce but, le 24 décembre 1822, au cours de laquelle fut formée l'église presbytérienne américaine, dont le nom significatif indiquait bien les origines nationales et les aspirations patriotiques de ses membres. Il en fut un supporteur fidèle durant le reste de sa vie et il aida matériellement à la construction du temple que cette congrégation fit ériger, en 1825, au coin des rues Saint-Jacques et McGill, sur le site maintenant occupé par l'immeuble de la Banque de la Nouvelle-Ecosse.<sup>7</sup>

C'est au sein de ce même groupement religieux et national que se forma la Société de la Nouvelle-Angleterre, organisme intellectuel et

---

6. Emma C. Brewster Jones, *The Brewster Genealogy* (New York, 1908), 1: 158-9 et 330.

7. Robert Campbell, *History of St. Gabriel Street Church, Montreal*, 255.

patriotique, dont le principal but semble avoir été de perpétuer le souvenir des premiers émigrants de l'église protestante réformée, arrivés en Amérique sur le navire "Mayflower" et débarqués au rocher de Plymouth le 22 décembre 1620, et de commémorer cet anniversaire, chaque année, par des services religieux et des dîners-causeries où les sujets de conférences étaient des panégyriques du courage et des vertus de ces pionniers puritains connus dans l'histoire des États-Unis sous le nom de "Pilgrim Fathers". Jacob De Witt fut le président-fondateur de cette société dont il dirigea les activités pendant bon nombre d'années.

En 1827 et 1828 deux deuils successifs eurent lieu dans la famille De Witt. Le 17 mars 1827, Jabez Dean De Witt, frère de Jacob, décédait à Montréal à l'âge de 48 ans. Ce fut la fin du commerce de chapellerie qu'il avait jusqu'alors conduit avec son père, Henry De Witt. Ce dernier décédait, à son tour, l'année suivante, le 16 février 1828, âgé de 77 ans et quelques mois. Vers 1829, Jacob De Witt, devenu habile financier et brasseur d'affaires, acquit de John Todd, de Godmanchester, une scierie à bois ainsi qu'une étendue de terre de 130 acres environ, que celui-ci possédait sur la rivière Châteauguay, dans le canton de Godmanchester.<sup>8</sup> C'est le site du joli village actuel de Dewittville, situé à mi-chemin entre Ormstown et Huntingdon sur la route nationale numéro 4 qui relie Montréal à Malone, New-York. Il a été ainsi nommé en souvenir de Jacob De Witt à qui il doit une large part de son développement. A la suite de l'acquisition du commerce de Todd et de son domaine dans Godmanchester, M. De Witt porta un intérêt particulier au développement du comté et district de Beauharnois, qui comprenait à cette époque le territoire du comté actuel de Huntingdon, y compris le canton original de Godmanchester. Un de ses frères, Charles Benjamin De Witt, s'établit à Beauharnois et, en société avec lui Jacob De Witt, établit un service de navigation entre Montréal et Beauharnois. L'entreprise opérait, entre autres, le navire "Fashion" qui eut une carrière assez longue et dont Charles De Witt lui-même fut longtemps le capitaine.

\* \* \*

---

8. Jacob De Witt avait prêté à Todd sur hypothèque, et celui-ci lui consentit un acte de vente de la propriété hypothéquée, le 8 juillet 1831, devant Mtre N.-B. Doucet, notaire à Montréal, No 18796 de ses minutes.

A Montréal, aussi bien qu'à Beauharnois, Jacob De Witt acquit une popularité considérable parmi les Canadiens français à qui il témoignait une sympathie marquée. Enfant de la révolution américaine et pénétré d'idées d'indépendance, il s'intéressait à la lutte que ceux-ci menaient, à cette époque, au parlement, contre l'oligarchie du temps et bientôt il songea à trouver place dans l'enceinte de l'assemblée législative et à participer aux débats. La mort du souverain britannique, Georges IV, survenue le 26 juin 1830, entraîna la dissolution de l'assemblée et lui procura l'occasion souhaitée. Lors de l'élection générale qui suivit, M. De Witt posa sa candidature dans le comté de Beauharnois où il était déjà avantageusement connu et où les électeurs canadiens-français étaient en majorité. En vertu d'un remaniement des divisions électorales, fait en 1829, cette nouvelle division de Beauharnois comprenait la seigneurie de Beauharnois, les cantons de Hemmingford, Hinchinbrook et Godmanchester, ainsi que tout le territoire vers l'ouest et au sud du Saint-Laurent, jusqu'à Saint-Régis, et elle devait élire deux représentants au parlement. Le 26 octobre 1830, MM. Jacob De Witt, de Montréal, et Charles Archambault, marchand de Beauharnois, furent déclarés élus et ils représentèrent la division de Beauharnois jusqu'en 1838, étant tous deux réélus à l'élection de 1834.

Dès son entrée au parlement, M. De Witt se rangea avec le parti libéral, dont les chefs étaient Louis-Joseph Papineau, Denis-Benjamin Viger, Pierre Bédard, Joseph-Rémy Vallières de Saint-Réal et autres. Il fut un des supporteurs des 92 résolutions présentées à la Chambre par Bédard, en 1834,<sup>9</sup> et il s'identifia si bien avec ce groupe de défenseurs des droits des Canadiens français que certains historiens, peu renseignés peut-être sur ses origines, sa langue et sa religion, l'ont qualifié de patriote canadien-français. Un des premiers soins de M. De Witt, à son arrivée au parlement, fut de chercher à tirer les sectes chrétiennes dissidentes de l'état d'infériorité dans lequel elles se trouvaient relativement à leur existence civile. L'église presbytérienne américaine, à laquelle il appartenait et qu'il avait aidé à fonder, comme on l'a déjà vu, fut la première pour laquelle il demanda le privilège de célébrer et d'enregistrer les mariages de ses membres, ce qui n'était alors permis qu'à l'église catholique et aux églises d'Angleterre et d'Écosse. La Chambre approuva son projet; mais le conseil légis-

---

9. *Le Pays*, Montréal, Numéros du 31 mars, 2 avril et 5 avril 1859.

latif, composé presque exclusivement de protestants, le repoussa deux fois avant qu'il ne fût finalement adopté à la suite d'une séance orageuse.<sup>10</sup> L'église congrégationnelle fut ensuite admise aux mêmes avantages, et, subséquemment, M. De Witt fit passer une loi générale applicable à tous les dissidents.

Il eut aussi à s'occuper de défendre et revendiquer les droits des colons établis dans les territoires des cantons contigus à la seigneurie de Beauharnois contre les réclamations des seigneurs Ellice, qui prétendaient qu'en vertu de certains tracés originaux d'arpenteurs, une partie de ces territoires était comprise dans cette seigneurie de Beauharnois, dont ils étaient les propriétaires. En plus de la seigneurie de Beauharnois, les Ellice, avides de spéculer sur les terres au Canada, détenaient en franc et commun socage, dans ces cantons, des étendues de terre considérables qu'ils avaient acquises de miliciens à qui elles avaient été concédées en récompense de leurs services. Dans le but d'appuyer leurs réclamations au sujet de la seigneurie, ils prétextaient que l'arpentage de ces terres acquises des miliciens n'était pas clairement établi et ils refusaient de vendre des lots et accorder des titres aux colons qui y avaient pris des lots. Les colons de ces cantons durent lutter pendant plus d'un quart de siècle contre les difficultés que leur suscitèrent les seigneurs Ellice au sujet de la tenure de ces terres. L'influence de la famille Ellice d'Angleterre était considérable et se faisait fort ressentir au Bas-Canada; et les influences qu'ils firent jouer en leur faveur ici, au pays, prolongèrent cette dispute qui finit pourtant par se régler, en 1853, par un compromis général. Au cours des différentes démarches qu'il eut à faire en rapport avec ces différends, M. De Witt acquit une connaissance profonde des questions seigneuriales et il porta tout le poids de son influence, par la suite, à réclamer l'abolition de ce régime féodal.

En 1833, un groupe d'hommes d'affaires sympathiques au parti libéral au parlement songea à fonder une société bancaire afin d'assurer aux nôtres les ressources pécuniaires destinées à activer et encourager le commerce et l'industrie dans la province. Louis-Michel Viger, surnommé "Le Beau Viger", avocat de Montréal et cousin de Papineau, le grand tribun, fut le principal promoteur du projet. Il représentait la division de Chambly au parlement et reconnaissait en son collègue,

---

10. *Ibid.*

Jacob De Witt, représentant de Beauharnois, les qualités nécessaires pour collaborer à cette entreprise financière. L'état de fortune de M. De Witt ainsi que ses antécédents, sa probité reconnue et ses tendances politiques en Chambre, semblaient le qualifier particulièrement pour organiser et aider à la direction d'une entreprise de ce genre. M. Viger en fit son associé. Le projet avait le support d'un nombre imposant d'hommes d'affaires de la ville de Montréal et du dehors. Les personnes suivantes signèrent les premiers articles d'association: Joseph Valois, M.P., Montréal; Samuel Dana, marchand, de Boston, États-Unis; Charles-S. Delorme, bourgeois, Montréal; John Ward, courtier, New-York; Joseph Roy, marchand, Montréal; Jacob De Witt, M.P., Montréal; François Ricard, bourgeois, Montréal; Hiram Norton, marchand, Prescott, Haut-Canada; John Donegani, marchand, Montréal; James C. Peasley, marchand, Stanstead; Pierre Beaubien, M.D., Montréal; Benjamin Brewster, neveu et associé de M. De Witt dans son commerce de feronnerie à Montréal; Jean-D. Bernard, marchand, Montréal; Abijah Bigelow, propriétaire de diligences et de bateaux à vapeur, Montréal; Edouard-Raymond Fabre, libraire, Montréal; Hosea Ballou Smith, marchand, Montréal; John A. Perkins, marchand, Montréal.

Ce n'est qu'en 1835, cependant, que le projet paraît avoir été mis en exécution. Une société en commandite fut formée sous le nom et raison sociale de "Viger, De Witt & Cie" et elle ouvrit ses portes aux clients, comme banque privée, le 11 juillet 1835. Cette société fut connue, dès ses débuts, sous le nom de la "Banque du Peuple"; elle commença les affaires avec un capital initial de 75,000 livres, monnaie courante de cette province. Chacun des associés devait verser un capital assez considérable, et à eux était dévolue la conduite de la banque. Ils étaient aussi responsables de toutes les dettes de la banque. Les commanditaires, n'ayant pas droit au chapitre, n'assumaient aucune responsabilité autre que celle du montant de leurs actions. Ils recevaient les mêmes dividendes sur leur capital payé que les principaux associés.<sup>11</sup> Papineau recommandait fortement à ses compatriotes d'encourager cette nouvelle institution financière, et sous l'habile direction de MM. Viger et De Witt son succès fut assuré dès les premières an-

---

11. Francis J. Audet, "L'Honorable L. M. Viger", *Bulletin des recherches historiques* [BRH], 33 (1927): 354.



nées. Dans son fameux rapport en 1841, Lord Durham disait, en parlant de cette institution: "L'établissement de la Banque du Peuple par des capitalistes français est un événement que l'on peut regarder à bon droit comme un réveil de l'énergie commerciale chez eux"; mais il ajoutait: "d'un autre côté il est fort regrettable que le succès de cette entreprise ne soit dû qu'à des appels passionnés aux susceptibilités nationales de la race".<sup>12</sup>

Au parlement, Viger et De Witt secondaient leurs collègues qui demandaient le contrôle des revenus et des dépenses du gouvernement par les représentants du peuple. Le pouvoir exécutif refusant d'accorder cette demande, on préconisait, en 1837, le "boycottage" des produits et marchandises importés et taxés, dans le but de priver l'administration des revenus des douanes. A ce propos, le journal "Quebec Mercury", du 18 août 1837, raconte le curieux spectacle de l'arrivée des députés à Québec, par le bateau de Montréal, pour l'ouverture de ce qui fut la dernière session de la dernière législature de la province du Bas-Canada. Les députés Ovide Perreault, Jean-Baptiste Meilleur, Jacob De Witt, Côme-Séraphin Cherrier et Ludger Duvernay, voulant payer d'exemple et pratiquer les conseils donnés au peuple, apparurent vêtus de pantalons et gilets confectionnés en étoffes du pays.<sup>13</sup> L'effet devait être curieux; mais l'incident illustre bien comment Jacob De Witt sympathisait avec les idées de ses collègues canadiens-français.

On connaît les événements qui se précipitèrent à la fin de l'année 1837 et qui finirent par aboutir à la rébellion armée. La période des troubles de 1837 et 1838 ébranla fortement l'institution de la Banque du Peuple qui était dirigée par des personnages reconnus comme partisans des patriotes extrémistes. Louis-Michel Viger, son président, fut un partisan actif; il assistait à l'assemblée de Saint-Charles, fut ensuite arrêté et emprisonné, et ne reçut son pardon qu'en 1839. De plus, les billets de banque en circulation, en 1837, portaient les effigies de Denis-Benjamin Viger et Louis-Joseph Papineau, et on connaît les rôles de ceux-ci dans le soulèvement.

Jacob De Witt, qui avait jusqu'alors suivi Papineau, refusa cependant de s'engager jusqu'aux conséquences extrêmes de la politique

12. *Ibid.*, 354.

13. Thomas Chapais, *Cours d'histoire du Canada* (8 vol., Québec, 1919—1934), 4: 157 et 160.

de résistance armée de celui-ci. Conscient des intérêts des déposants de la Banque du Peuple, il préférait obtenir les réformes désirées par des moyens paisibles et légitimes, politique d'ailleurs préférée par un grand nombre, dans le temps. Mais ce qui devait arriver arriva. En novembre 1837, une rumeur circula à l'effet que la Banque du Peuple avait prêté et fourni des fonds aux rebelles dans le but d'acheter des armes, "afin de détruire et renverser le gouvernement de Sa Majesté dans cette province".<sup>14</sup> Les déposants, inquiétés par ces bruits, précipitèrent une course sur la banque qui dut mobiliser toutes ses ressources pour y faire face. Elle tint bon, cependant; elle publia un démenti de la rumeur dans les journaux du 21 novembre 1837, démenti qui semble avoir rétabli le calme autour de l'institution. En 1838, lorsque le gouvernement autorisa les banques à chartes à suspendre le paiement en espèces et à liquider leurs obligations avec leur propre papier-monnaie, — en vue d'empêcher la fuite de l'or et de l'argent hors du pays, — on fit à la Banque du Peuple le compliment de l'inclure dans cette autorisation: privilège qui ne fut pas accordé aux autres banques privées qui existaient alors.<sup>15</sup> Les affaires de la banque ayant pris une expansion considérable, on songea, en 1843, à obtenir une charte. Le 9 septembre 1843, une requête fut présentée au gouvernement en vue de l'incorporation de la "Banque du Peuple". Elle portait les signatures de: Louis-Michel Viger, Jacob De Witt, John Donegani, Pierre Beaubien, Augustin Tulloch, Hosea Ballou Smith et Pierre Jodoin, de Montréal; Alexis Sauvageau, de Laprairie; Timothée Franchère, de St-Mathias; Joseph-Frédéric Allard, de Chambly; Alexis-E. Montmarquet, de Carillon. Cette requête fut accordée par Sa Majesté la reine Victoria, le 23 mai 1844, et fut proclamée par le gouverneur, Sir Charles Metcalfe, le 27 juin 1844.<sup>16</sup> Le 3 juillet 1844 eut lieu la première assemblée des associés commandités qui nommèrent un comité, composé de MM. De Witt, Pierre Beaubien et Pierre Jodoin, chargé de voir aux préparatifs nécessaires pour permettre à la nouvelle banque de fonctionner le plus tôt possible. Elle était destinée à absorber la société en commandite de Viger, De Witt & Cie, dont le capital de

---

14. *La Minerve*, Montréal, novembre 1837.

15. Fred'k Wm. Terrill, B.A., *A Chronology of Montreal and of Canada from A. D. 1762 to A. D. 1893* (Montréal, 1893), 130.

16. *Ibid.*, 130.

£103,275 lui était transporté et ajouté au capital nouveau s'élevant à £131,650 que l'on fit souscrire.<sup>17</sup>

A une nouvelle réunion, tenue le 11 février 1845, le capital additionnel requis étant souscrit, on procéda à l'élection des premiers officiers. Louis-Michel Viger fut élu premier président de cette nouvelle institution, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort, survenue à l'Assomption, le 27 mai 1855. Jacob De Witt continua à seconder Viger, à titre de vice-président de la banque, charge qu'il occupa jusqu'au décès de Viger, en 1855, alors qu'il lui succéda à la présidence. Il fut décidé que la banque entrerait en opération le 1er mars 1845. Dès ses débuts, la nouvelle institution se plut à affirmer de nouveau bien ouvertement son caractère essentiellement canadien-français. Le 25 avril 1845, elle donnait à l'association Saint-Jean-Baptiste de Montréal 25 louis pour l'achat d'une bannière. Le 3 juin suivant, elle souscrivit 250 livres sterling pour secourir les victimes du grand incendie de Québec.<sup>18</sup>

Le succès continu de cette banque fut largement attribuable aux efforts constants de M. De Witt et à l'attention qu'il porta à la direction de ses affaires. La Banque du Peuple fut l'œuvre de sa vie et il y consacra la majeure partie de son temps. Il se désintéressa graduellement de son commerce de ferronnerie dont il confiait la direction à son neveu, Benjamin Brewster. Ce dernier s'associa bientôt à Henry Mulholland, beau-frère de William Workman; et le commerce fondé par Jacob De Witt, dans lequel il avait édifié sa fortune, devint connu sous le nom de Brewster et Mulholland.

La Banque du Peuple fut installée, au début, et du temps de la société Viger, De Witt & Cie, sur le côté ouest de la rue St-François-Xavier, dans l'édifice connu sous le nom de "St. Lawrence Chambers", entre les rues St-Sacrement et St-Paul. Le 16 avril 1847, les directeurs de la banque autorisèrent l'achat de la propriété de son aînée, la Banque de Montréal, avec tout son contenu, tel qu'il était à ce moment, où cette banque tenait encore ses bureaux, coin des rues St-Jacques et St-François-Xavier, pour la somme de £11,500. C'est là qu'elle fonctionna jusqu'en 1872 alors qu'elle vendit cette propriété au gouvernement pour la somme de \$150,000.00.<sup>19</sup> C'est maintenant l'hôtel des Postes. En 1851, le bureau de direction se composait de Louis-

---

17. *Revue Canadienne* (février 1895): 84.

18. *Ibid.*, 87.

19. *Ibid.*, 87-8.

Michel Viger, président; Jacob De Witt, vice-président; Henry Starnes, J. Allard, F.-A. Quesnel, H. B. Smith, Pierre Jodoin, Alexis Sauvageau, A.-E. Montmarquet, S. B. Bonner et J. Bruneau, directeurs. Durant son demi-siècle d'existence, la Banque du Peuple contribua puissamment au développement économique de la province et à l'encouragement des Canadiens français au commerce et à l'industrie. Vers la fin du siècle, longtemps après le décès de Jacob De Witt, ses affaires périclitèrent rapidement et, en 1895, cette vénérable institution dut déposer son bilan et reconnaître la faillite. Elle avait eu pour présidents: l'honorable Louis-Michel Viger, de 1844 à 1855; Jacob De Witt, de 1855 à 1859; et successivement, l'honorable Frédéric-Auguste Quesnel, Hosea Ballou Smith, John Pratt, Côme-Séraphin Cherrier et Jacques Grenier.

En 1846, lors de la fondation de la Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal, M. De Witt avait été élu un des directeurs-fondateurs, de même que Henry Mulholland, l'associé de son neveu, Benjamin Brewster. Ce dernier fut au nombre des directeurs honoraires de cette nouvelle banque, et William Workman, beau-frère de Mulholland, en devint le premier président. Mulholland devait plus tard présider aux destinées de cette nouvelle institution, de 1865 à 1867. Benjamin-H. Lemoine, longtemps caissier de la Banque du Peuple — on dirait aujourd'hui gérant — fut aussi un des directeurs honoraires de la Banque d'Épargne. On voit donc que M. De Witt et ses associés contribuèrent largement au succès obtenu par cette autre institution bancaire montréalaise.

M. De Witt, entre temps, s'intéressait au développement de la ville de Montréal. En 1836, il fut nommé un des juges de la Cour des Sessions Spéciales de la Paix, qui administrait les affaires municipales, à cette époque. Il occupa cette charge jusqu'en 1840.<sup>20</sup> Il avait acquis une propriété, rue St-Antoine près de la rue Ste-Marguerite, où il avait sa résidence. Le recensement de la ville de Montréal, tenu en 1842, dit que sa propriété avait une étendue de sept arpents de terre et qu'il avait quatre serviteurs à son emploi, ce qui indique un train de vie assez large pour l'époque.

Vers 1846, Jacob De Witt, John Young et Ira Gould, tous de Montréal, avaient obtenu conjointement, du gouvernement, certains

20. Extrait des notes biographiques inédites de Francis-J. Audet, conservées aux Archives Publiques du Canada, sur Jacob De Witt.

pouvoirs d'eau et droits de navigation sur le canal Lachine, ainsi qu'une grande étendue de terrains riverains sur le côté nord du canal, à l'est de la rue Atwater actuelle, c'est-à-dire dans le quartier Ste-Cunégonde de Montréal.<sup>21</sup> C'est ainsi que l'on retrouve dans ce quartier le nom de Brewster, l'associé et neveu de M. De Witt, dont M. E.-Z. Massicotte a évoqué le souvenir dans *Les Cahiers des Dix* de 1938, No 3 (p. 157). Brewster acheta probablement une partie des terrains de son oncle De Witt et y établit un commerce de bois. Il eut aussi sa résidence dans ce quartier. Sa maison, "Poplar Grove" (voir *Les Cahiers des Dix* No 3, p. 160), fut acquise vers 1877 par la municipalité de Ste-Cunégonde pour y loger un poste de police et de pompiers. Ira Gould, originaire du New-Hampshire, l'un des deux associés de M. De Witt dans l'achat de ces droits et terrains, fut le fondateur de la maison Ira Gould & Sons, propriétaires de moulins à farine. La maison Gould installa ses moulins sur les bords du canal Lachine et y développa une capacité de production considérable. L'entreprise fut acquise en 1891 par W. W. Ogilvie et fait maintenant partie de la maison moderne Ogilvie Flour Mills Company Limited. On peut donc dire que Jacob De Witt fut aussi indirectement mêlé aux origines de cette grande entreprise canadienne.

Les familles Gould et De Witt devinrent alliées, en 1855, lorsque Joseph Gould, marchand de pianos de Montréal, un des fils de Ira Gould, épousa Abigail De Witt, fille aînée de Jacob De Witt. L'honorable John Young, le troisième intéressé dans cette affaire de terrains, avait été président de la Commission du Port de Montréal. Sa carrière est assez connue. Il était un partisan du libre-échange et il avait contribué, en 1846, à la fondation de la "Free Trade Association", dont il fut le premier président, et il avait publié de nombreuses brochures sur des sujets de commerce.

\* \* \*

Malgré ses nombreuses occupations dans le commerce et la finance, Jacob De Witt ne continuait pas moins à s'intéresser à la politique et au gouvernement du pays. Son exemple mériterait d'être imité par

---

21. D'après les détails de certains contrats mentionnés à l'inventaire de la succession de Jacob De Witt fait par le notaire J. H. Isaacson, de Montréal, le 4 avril 1859, numéro 6323 de ses minutes.

nos hommes d'affaires d'aujourd'hui qui dédaignent en grand nombre les affaires du gouvernement et la députation. Aux élections générales qui eurent lieu en 1841, sous la nouvelle constitution régie par l'Acte d'Union, Jacob De Witt se porta de nouveau candidat dans le comté de Beauharnois, en opposition au candidat du gouverneur, John William Dunscumb. Une vaste conspiration de violence fut organisée par le gouvernement, lors de cette élection, contre les candidats de l'opposition; au moins six élections du Bas-Canada furent emportées de cette façon. Plusieurs candidats importants durent céder devant la force armée. Dans Beauharnois, nombre d'amis de M. De Witt ne purent approcher du poll, gardé par une bande armée; il dut laisser le champ libre et concéder l'élection au candidat du gouvernement.<sup>22</sup> Louis-Michel Viger, candidat dans Chambly, subit le même sort et dut céder le siège à John Yule, candidat du pouvoir. En 1842, Jean-Moïse Raymond, le député du comté de Leinster, ayant accepté un emploi du gouvernement, ce siège devint vacant. Une députation de ce comté, composé des anciens comtés de l'Assomption et de Lachenaie, vint offrir la candidature à M. De Witt qui fut élu par acclamation le 8 août 1842. La même année, son associé Viger trouva aussi un siège à la Chambre, pour le comté de Nicolet, en remplacement d'Augustin-Norbert Morin, nommé juge.

M. De Witt retrouva ses anciens amis au parlement et reprit sa place dans les rangs du parti libéral, dont Louis-Hippolyte LaFontaine était un des principaux chefs. Il s'intéressa particulièrement aux réformes qui touchaient la finance, l'industrie, le commerce et le tarif douanier. En 1844, Sir Charles Metcalfe, gouverneur, eut une entrevue avec Jacob De Witt, au cours de laquelle il lui offrit d'entrer dans son cabinet.<sup>23</sup> Déterminé à obtenir un gouvernement vraiment responsable au peuple, et opposé au système que l'exécutif voulait faire prévaloir et qui avait provoqué la démission de LaFontaine et Baldwin, M. De Witt demeura inflexible sur ses principes et refusa d'entrer dans le ministère. Vers ce même temps, il prit l'initiative de demander au gouvernement de creuser le chenal du Saint-Laurent jusqu'à Montréal. Il voulait empêcher que le commerce canadien ne fût pris au dépourvu, au cas où le gouvernement des États-Unis déciderait soudainement de retirer aux Canadiens le transport en franchise à Mon-

22. *Le Pays*, Montréal, 31 mars, 2 avril et 5 avril 1859.

23. *Ibid.*,

tréal de leurs marchandises importées des ports de Boston et Portland.<sup>24</sup>

A l'élection générale de 1848, M. De Witt voulut reprendre son ancien siège pour le comté de Beauharnois et l'enlever aux partisans du gouvernement, qui se l'étaient approprié depuis l'Union. Il eut comme adversaire principal le capitaine Campbell Sweeney, des dragons de la frontière, candidat appuyé par Eden Colville, agent de la seigneurie de Beauharnois et député sortant de charge, et par le colonel Sriver, personnage influent du district. Un jeune avocat de Montréal, James Connolly, était aussi sur les rangs. Le manifeste électoral de M. De Witt, publié dans "*La Minerve*", de Montréal, le 16 décembre 1847, recommanda "un système d'immigration qui assurera l'arrivée des immigrants dans cette colonie en bonne condition et en bonne santé et préviendra par là l'introduction dans le pays de la peste et des horreurs qui l'accompagnent". On sait qu'en 1847, un grand nombre d'émigrants irlandais moururent dans les abris de la Pointe St-Charles, victimes du typhus qu'ils avaient pris durant la traversée ou à leur arrivée. Un manifeste du candidat Connolly blâmait M. De Witt d'avoir demandé au gouvernement de subventionner les écoles et maisons d'éducation. Les parents, soutenait Connolly, devaient pourvoir eux-mêmes à l'éducation de leurs enfants, sans avoir à taxer les contribuables sans enfants. Le scrutin, tenu le 18 et 19 janvier 1848, donna 1,817 voix à M. De Witt, 1,058 à Sweeney, 199 à Connolly. M. De Witt donnait ainsi un siège de plus au ministère LaFontaine-Baldwin qui prit le pouvoir dès le commencement de la session.

L'élection n'avait pas eu lieu sans incidents. Donald McRae et John McIntosh, secrétaires d'élection pour les polls de Dundee et St-Anicet, où le vote avait été fortement en faveur de M. De Witt, firent rapport que les "livres de l'élection" leur furent arrachés de force. Ces irrégularités firent le sujet d'un débat à la Chambre le 1<sup>er</sup> mars 1848.<sup>25</sup>

Le président de la Banque du Peuple, Louis-Michel Viger, fut élu député de Terrebonne à la même élection; le 11 mars 1848, il devenait membre de l'exécutif à titre de receveur général dans le ministère LaFontaine-Baldwin. Il occupa ce poste jusqu'au 26 novem-

24. Lettre de Jacob De Witt, son petit-fils, à l'auteur, 13 mars 1945.

25. *La Minerve*, Montréal, plusieurs numéros au début de mars 1848.

bre 1849. Jacob de Witt, vice-président de la même banque, devint président du comité permanent des dépenses contingentes de l'Assemblée Législative. M. De Witt fut au nombre de ceux qui votèrent, à la session de 1849, en faveur de la mesure pour indemniser des pertes matérielles les victimes de la rébellion de 1837—1838. On connaît la tempête soulevée à Montréal par l'adoption de ce bill, qui se termina, le soir du 25 avril 1849, par l'incendie de l'édifice du parlement et ruina à jamais la perspective de faire de Montréal la capitale du pays. En cette année 1849, l'état des affaires en général au pays était loin d'être florissant, et une forte dépression économique se faisait sentir dans le commerce. On proposa divers remèdes à la situation. Les plus compétents semblaient d'accord qu'il fallait trouver moyen d'obtenir l'accès aux marchés des États-Unis pour l'agriculture, le commerce et l'industrie du Canada. La réciprocité et le libre-échange de produits avec nos voisins du Sud, éternel sujet de discussion en notre pays encore jusqu'à nos jours, furent préconisés par un grand nombre. Le gouverneur, Lord Elgin, conscient des difficultés économiques de l'heure, favorisait ce moyen de stimuler le commerce. Au cours d'un voyage au Haut-Canada, à l'automne de 1849, il chercha, lors de son passage à Drummondville (ainsi que s'appelait alors Niagara Falls), à s'entretenir avec Zachary Taylor, le président des États-Unis, qui voyageait à ce moment dans les parages, au sujet d'un arrangement ou traité commercial de libre-échange entre les deux pays.<sup>26</sup> Un groupe de marchands de Montréal, cependant, en vinrent à la conclusion que le libre-échange ne serait pas une panacée suffisante pour les difficultés multiples dont souffrait le pays à cette époque; ils proposèrent ouvertement l'annexion du Canada aux États-Unis au moyen d'une séparation paisible et amicale d'avec la Grande-Bretagne. Le projet fut vivement discuté et reçut l'approbation d'un nombre considérable des citoyens les plus influents de Montréal, parmi lesquels Jacob De Witt qui se montra un des plus enthousiastes supporteurs du projet.

Malgré tout le bien qu'il a sans doute accompli au Canada, son pays d'adoption, Jacob De Witt n'oublia jamais son pays natal, les États-Unis; son admiration pour les institutions américaines resta toujours vivace. On a vu qu'il avait été un des fondateurs de l'église presbytérienne dite américaine, en 1822, et qu'il en était resté un mem-

26. John Charles Dent, *The Last Forty Years: Canada since the Union of 1841* (2 vol., Toronto, 1881), 2: 177.



bre fidèle et assidu, voire un des piliers. Robert Sellar, dans son histoire des comtés de Huntingdon, Beauharnois et Châteauguay, publiée en 1888, prétend que Jacob De Witt aurait supporté Papineau en 1837 et auparavant, dans l'espoir que la réussite du tribun eût pu entraîner l'annexion du Canada aux États-Unis. C'est attribuer des motifs un peu chauvins aux actes de M. De Witt durant cette période. Sellar, qui écrivait en 1888, jugeait peut-être De Witt à la lumière de son rôle en 1849. Cependant, le fait est évident, De Witt était resté américain de cœur et d'esprit. Au milieu de la tourmente de 1837-38, Jacob De Witt donne au fils qui lui est né, le 11 janvier 1838, le prénom de Henry Clay, en l'honneur du chef du parti politique whig aux États-Unis, celui-là même qui avait été un des principaux adversaires de la Grande-Bretagne lors de la guerre de 1812. De Witt était, en plus, président de la Société de la Nouvelle-Angleterre, organisme dont on a déjà vu les buts patriotiques et nationaux américains. Les murs du salon de sa résidence, rue St-Antoine, étaient ornés de cartes anciennes de la ville de New-York et de tableaux représentant les "Pilgrim Fathers", le "Charter Oak", et autres sujets de l'histoire des États-Unis.<sup>27</sup> Le mouvement annexionniste de 1849 entraînait donc dans ses vues. Il en était d'ailleurs un des principaux animateurs. Un manifeste adressé au "Peuple du Canada" parut en octobre 1849. On y exposait l'état critique de l'économie du pays et les avantages du remède proposé, soit l'annexion du Canada aux États-Unis par des moyens paisibles et légaux et avec l'approbation de la Grande-Bretagne, que l'on escomptait assez témérairement. Ce document portait la signature d'un grand nombre de citoyens influents de Montréal, dont les Molson, les Redpath, les Torrances, les Workman et les Dorion, ainsi que Luther Hamilton Holton, Benjamin Holmes, David Lewis Macpherson, Edward Goff Penny, D. Lorn Macdougall, John Rose, Jacob De Witt, le neveu de ce dernier, Jacob H. De Witt, de Châteauguay, et bien d'autres personnages au nombre total de 325. Louis-Joseph Papineau, de retour d'exil, se prononça en faveur du projet. L'appuyèrent aussi des officiers de milice, des juges de paix, des conseillers de la reine, et autres personnes pourvues d'emplois de la Couronne. Des manifestes de nature semblable parurent à Toronto, à Québec et ailleurs, sans obtenir toutefois le même effet qu'à Mont-

---

27. Greffe de J. H. Isaacson, N.P., 4 avril 1859, pièce No 6328 déjà citée.

réal. Le 12 décembre 1849, une grande assemblée fut convoquée à la salle Temperance Hall, rue St-Maurice, dans le but de former une "association pour la séparation amicale d'avec l'Angleterre et l'annexion aux États-Unis". Jacob De Witt, un des principaux partisans du mouvement, figura parmi les orateurs de la soirée.

John Redpath, de Montréal, présida l'assemblée. Hugh Taylor proposa la formation d'une association d'annexion; M. Jacob De Witt seconda la résolution en des termes qu'une traduction ne rapporterait peut-être pas fidèlement. Il s'exprima en anglais, comme suit:

I feel that we are called upon to come forward and propose some remedy for our suffering country. Although I can only expect to aid her a feather's weight, yet, sir, I do not feel at liberty to withhold that feather's weight. We find the industrious classes leaving the land. We cannot induce our children to settle and cultivate the land in Canada, because the produce will hardly pay the labour of cultivation, the land, in many cases, placing the proprietors of the soil in a worse position than the hired labourer.

I would appeal to you why it is that so many wealthy, moral and industrious people who emigrate from the British Isles come to New York and settle in the United States, and many of them, after passing through Canada, proceed to the Western States, thus enriching that country by their fortunes, their experience, their skill, their labour and their example. If Canada formed two States of the American Union, I believe a large part of these people would settle with us, as we should have free trade from Gaspé through all the States and Territories to the Pacific Ocean. We should have ten times as many ships at Quebec as we have now. Look at the steamboats leaving New York daily with their 500 passengers and compare them with ours at Quebec. Sir, we work for our country, and not for the party, or pension, or place. La Patrie avant tout.<sup>28</sup>

M. De Witt termina son allocution comme suit:

Sir, I trust when this Province separates from the parent State, the children may retain their affection and respect for the parent, and receive the father's blessing.<sup>29</sup>

Une semaine après cette assemblée, on formait l'association d'annexion sous la présidence de John Redpath, de Montréal, avec MM. Benjamin Holmes, Jacob De Witt et William Workman comme vice-

28. William Weir, *Sixty Years in Canada* (Montreal, John Lovell & Son, 1903), 43.

29. *Ibid.*, 44.

présidents. On a souvent qualifié les partisans de ce mouvement annexionniste de 1849 de "rebelles" et de "sujets déloyaux"; la plupart d'entre eux étaient bien intentionnés et ne désiraient que le bien du pays en général. Le gouvernement anglais, informé du projet, ordonna au gouverneur de résister énergiquement à toute tentative de sécession. Lord Elgin dut sévir contre ceux qui détenaient des emplois ou postes de la Couronne. Jacob De Witt, de Montréal, son neveu, Jacob H. De Witt, de Châteauguay, perdirent leurs commissions de juges de paix. Après la session de 1850, où le projet fit quelque peu parler de lui, les promoteurs le laissèrent tomber.

\* \* \*

Durant le cours de cette même année 1850, l'Angleterre invita le Canada à se faire représenter à la grande exposition mondiale projetée pour l'année 1851 à Hyde Park, à Londres. Un comité de citoyens notables se forma pour assurer une digne représentation du pays à ce concours industriel.<sup>30</sup> Jacob de Witt en fut. Pour faire le choix d'objets dignes d'envoi en Angleterre, une exposition provinciale s'organisa en octobre 1850. Tenue dans les salles du marché Bonsecours, à Montréal, elle dura une semaine, et environ vingt mille personnes la visitèrent. Les meilleurs exhibits remportèrent à Londres plusieurs prix et médailles d'honneur.<sup>31</sup> Il en résulta un bénéfice considérable pour les manufactures canadiennes sous forme de commandes de l'étranger.

\* \* \*

Il nous faut maintenant résumer la fin de cette carrière qui ne regarde plus que la petite biographie. De Witt continua de s'intéresser à la politique qu'il n'abandonna, après quelques aventures électorales, qu'en 1857. Il joua un rôle considérable dans l'abolition de la tenure seigneuriale, préconisa un tarif protectionniste. Il s'occupa encore de banque, recueillant, après la mort de Louis-Michel Viger,

---

30. A. Leblond de Brumath, *Histoire populaire de Montréal depuis son origine jusqu'à nos jours* (Montréal, 1890).

31. John Charles Dent, *The Last Forty Years: Canada since the Union of 1841*, op. cit., 2: 219.

la présidence de la Banque du Peuple. Il s'occupa même de journalisme en contribuant à la fondation du journal "Le Pays".

Une attaque de paralysie cérébrale l'emporta, le 23 mars 1859, à l'âge de 73 ans et demi. De son mariage il avait eu dix enfants. "Le Pays" publia un éloquent éloge de ce bon serviteur du Canada.

Louis RICHARD, M.B.E.  
*Membre de la Société historique de Montréal.*

**N.B.** — Avec cette livraison de mars de la Revue, votre abonnement prend fin pour l'année 1949-1950. — Vous vous ferez, sans doute, un devoir de le renouveler le plus tôt possible.